

Magazine
d'informations
culturelles

n°

13

l'un @ l'autre



Maree noire
colère rouge

20 F

Mai 2000

L'avenir
de notre revue

« Après un quart de siècle de grand nettoyage, aussi douloureux qu'inévitable, nous sommes déjà installés sur le terrain où se reconstruit, avec ou sans notre action volontaire, un nouveau champ de vie sociale, culturelle et politique ».

Alain Touraine
sociologue français

Qu'est ce qu'une aventure ?

le fait de connaître le lieu de départ, d'avoir des idées vagues sur le lieu d'arrivée et de découvrir au fil du temps des routes inattendues.

Sous ce rapport, « L'UN [EST] L'AUTRE » a été, est et reste une aventure.

Notre revue s'est voulue et se veut encore une contribution à l'humanisation et à l'enrichissement du quotidien plus qu'un simple échappatoire au quotidien.

Un esprit « d'aventure », une humanisation et un enrichissement du quotidien, ces concepts resteront présents dans notre magazine qui inaugure dans ce numéro une nouvelle évolution.

Relisant les premiers numéros de « L'UN [EST] L'AUTRE », j'éprouve la curieuse sensation d'avoir changé de regard.

Depuis lors, j'ai regardé vivre le Monde, j'ai vécu deux ans au Congo et j'ai essayé de me regarder un peu, et me voilà obligé d'admettre que mon parcours m'a éloigné des territoires où j'aimais à flâner.

Notre magazine existe déjà depuis 1994.

À l'origine, son objectif était de vous faire découvrir les Pays d'Europe Centrale et Orientale libérés du joug soviétique. Ensuite, nous avons étendu notre intérêt aux autres territoires comme par exemple, la Bretagne, le Congo...

Aujourd'hui, en continuant à vous faire découvrir la diversité culturelle dans le Monde, nous ouvrons nos colonnes à un nouveau thème

Nous allons accorder une plus grande importance aux pensées et aux actions individuelles et collectives qui participent à la création

« d'un nouveau champ de vie sociale, culturelle et politique. »

Les sujets abordés pourront être technologiques et scientifiques comme par exemple l'influence de l'intelligence artificielle sur le fonctionnement de notre société, politiques comme par exemple les thèses du mouvement ATTAC qui remet en cause la toute-puissance des multinationales ou l'avenir des mouvements régionalistes confrontés à la mondialisation ou encore philosophiques comme par exemple l'interview de l'auteur d'un ouvrage de philosophie politique.

Cette liste n'est pas exhaustive.

En fait, nous nous tournons vers le futur. Certes le présent contient notre avenir mais le problème est que les informations que nous donne le présent pour le futur sont souvent très difficiles à déchiffrer.

L'ambition que se donne notre magazine est de tenter de contribuer à apporter quelques éclairages sur ce qui peut nous attendre.

À suivre...

Olivier Jakobowski

La théologie de la libération

et les communautés ecclésiales de base
en Amérique Latine :

présentation et entretien avec le Père Lancelot

LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION est apparue en Amérique latine dans un contexte marqué par les dictatures militaires et la crise sociale à la fin des années 60. Ses deux plus célèbres auteurs sont le brésilien Leonardo Boff et le péruvien Gustavo Gutierrez dont l'ouvrage intitulé *Teologia de la liberacion*, publié en 1971 fait connaître l'expression. Dans un continent à majorité catholique où l'Église est alors un espace privilégié de contre-pouvoirs et de participation, elle est d'abord surtout liée à l'Église catholique mais la déborde dès l'origine au profit de convergences œcuméniques.

Impliqués auprès de la gauche radicale du continent et critiques vis-à-vis

de l'exercice du pouvoir au sein de l'Église catholique, ses acteurs entrent en conflit avec l'autorité vaticane et une partie du haut-clergé continental. Ils situent au centre de leur réflexion évangélique la bonne nouvelle de libération et l'option préférentielle pour les pauvres. Caractérisée par l'usage des sciences sociales, leur théologie se définit elle-même comme l'expression savante d'une mobilisation populaire incarnée par les communautés ecclésiales de base.

Petites communautés de foi encadrées par des laïcs ou des prêtres, apparues dès le milieu des années 60, celles-ci ont pour vocation la conscientisation et la praxis sociale des pauvres considérés comme les sujets de leur propre libération. Cependant, il existe une variété considérable d'expériences et de pratiques, des plus modestes, voire des plus traditionnelles, à celles qui sont impliquées dans des pro-

cessus de mobilisation ambitieux. Ceci ne permet donc pas de les réduire à un modèle idéal. La plupart des observateurs notent toutefois la portée considérable et formatrice de cette nouvelle culture ecclésiale dont la force consiste précisément à partir des difficultés les plus terre-à-terre de la vie quotidienne.

Les cercles de lecture biblique, premiers noyaux le plus souvent de ces communautés, favorisent un va-et-vient entre la célébration religieuse et des actions concrètes. La lecture de la Bible y est fondée sur un double mouvement : compréhension de l'Écriture à partir de la vie quotidienne et application de l'Écriture à la vie quotidienne. Les chrétiens peuvent donc à la fois partager une action commune avec des non-chrétiens, au nom d'une éthique fondée sur la lecture des Évangiles, et renouveler leur identité et sa valeur au cœur de l'engagement dont ils participent.

Leur impact, ainsi que la polarisation entre la bié-



Famille dans la banlieue (bidonville) de São-Paulo, la plus grande ville d'Amérique du Sud.
Photo : Hervé Girard.

rarchie catholique et l'apparition d'une Église dite populaire, sont plus ou moins importants selon les pays. Au Brésil, au Mexique, au Pérou ou en Amérique centrale, les communautés ecclésiales de base se développent de façon spectaculaire, tandis que leur impact est moindre en Argentine, en Colombie ou en Bolivie. La polarisation entre une hiérarchie garante de l'autorité romaine et une base engagée dans l'action collective est évidente en Amérique centrale (sauf exceptions notoires, comme celle de M^{re} Romero au Salvador), tandis qu'au Brésil le mouvement est davantage soutenu par la hiérarchie.

La démarche de la théologie de la libération est novatrice en ceci qu'elle dépasse le conflit entre modernité et tradition, et même les tentatives de les concilier. En elle, modernité (critique du cléricalisme, refus de se replier sur des valeurs traditionnelles, intégration des sciences sociales, etc) et critique de la modernité (critique d'une sécularisation comprise dans le sens de la privatisation de la foi, critique d'une conception linéaire et culturellement hégémonique du progrès, critique donc de l'individualisme, du capitalisme et du socialisme bureaucratique, etc) convergent de façon dynamique vers la perspective utopique de la conquête du royaume de Dieu. En ce sens, l'expression « libération » concurrence et assume à la fois l'expression « liberté ». Elle partage des perspectives communes avec la gauche athée, assume la dimension du conflit, mais y introduit une dimension évangélique fondamentale. Sans l'exclure, elle précède et conditionne le thème plus classique dans l'Église de la réconciliation et de l'universalité de l'amour de Dieu, refuse les « fausses paix » et la référence à une universalité désincarnée qui servirait les pouvoirs en place et les dominations culturelles. Le théologien Jon Sobrino affirme que seule la praxis, c'est-à-dire l'expérience concrète de la rencontre et de la solidarité, fait du christianisme une religion universelle.

Dans les années 70, la perspective commune de la gauche athée et des chrétiens engagés pour la libération était liée à la possibilité de produire depuis les sociétés dites périphériques le modèle d'un socialisme étatique démocratique alternatif fondé sur le contrôle de l'État par les bases populaires, elle projetait la conquête du pouvoir d'État par les leaders issus de la mobilisation populaire.

Cette perspective s'est écroulée avec l'échec du Nicaragua sandiniste consumé en 1990, avec l'inefficacité des organisations sociales et syndicales dans le contexte de démocratisations de la plupart des pays d'Amérique latine pendant les années 80, puis dans celui de la mondialisation pendant les années

90. Si le contexte mondial de l'après-mur de Berlin favorise par ses conséquences et son impact le désenchantement, il faut surtout en chercher les causes dans l'effondrement de cette perspective plus spécifiquement latino-américaine, dans les effets de l'action des États-Unis sur le continent, dans la reconnaissance d'une incompatibilité entre démocratisation politique et étatisation de la propriété privée, entre participation populaire et avant-gardes ou organisations pyramidales, ainsi que dans la multiplication et l'éloignement des pôles de domination.

Dans la mesure où la théologie de la libération et le mouvement des communautés ecclésiales de base dépendent justement des possibilités de transformation dynamique des sociétés, victimes en plus de la permanence de la répression vaticane (démantèlement ou perte d'autonomie des communautés ecclésiales de base, politique orientée de nominations, contrôle des séminaires, censure, menaces d'excommunication, etc), de la concurrence des nouveaux mouvements religieux, et de la démobilisation de certains acteurs sociaux sur le terrain de l'Église qui ne constitue plus le principal canal de participation, ils sont actuellement en crise.

Certains observateurs préfèrent aujourd'hui relever la nature ambiguë de l'articulation entre ce qu'ils définissent comme une hérésie savante et une hérésie populaire, c'est-à-dire la confiscation de la mobilisation populaire qui aurait servi la promotion d'une élite intellectuelle internationale dont les relais existent en effet en Europe et en Amérique du nord. Cette confiscation se serait donc matérialisée sur le plan politique dans le Nicaragua sandiniste. À leur avis, la théologie de la libération serait d'abord caractérisée par un glissement idéologique surdéterminé par la guerre froide. Ils envisagent donc sa disparition ou au mieux la dispersion d'un héritage éthico-religieux.

D'autres observateurs tiennent compte des ambiguïtés précédentes mais aussi de la conversion réelle et profonde dont relève cette théologie, de la multiplicité des effets sociaux et culturels engendrés par cette conversion. Ils voient dans la crise qu'elle traverse, mais aussi dans la résistance des communautés ecclésiales de base (par exemple évidente au Brésil, plus difficile au Nicaragua) et de la diffusion du discours théologique de la libération (notamment à travers les centres œcuméniques qui permettent de contourner l'autorité romaine), les vecteurs d'une recomposition de l'univers dont elle participe. À leur avis, la théologie de la libération serait d'abord caractérisée par une intuition fondamentale, avec

sa profondeur sociale (la communauté de perspectives, même si elle n'est pas exempte de paradoxes et d'ambiguïtés, entre des intellectuels et des groupes sociaux auxquels ils n'appartiennent pas forcément par rapport à la question du sens de leur position dans l'ordre social) et sa profondeur religieuse (l'implication et la valeur de la foi par rapport à l'interrogation précédente), qui se prolongerait aujourd'hui en interaction avec les mouvements de la société civile, creusée tant sur le plan de la praxis sociale que sur celui de l'expression religieuse, c'est-à-dire sur l'axe de leur convergence dynamique.

De fait, le discours de la théologie de la libération s'est de plus en plus ouvert à la diversité des mouvements de la société civile et naturellement au dialogue interreligieux, sans abandonner sa première intuition et la figure évangélique des pauvres. Il est très présent par exemple autour de l'insurrection indienne dans le Chiapas ou du mouvement des paysans sans-terre au Brésil. En outre, il s'est étendu à l'Asie et à l'Afrique.

S'il n'existe plus de théorie intégrale du changement social liée à la conquête du pouvoir d'État, le changement étant alors contenu et protégé dans les limites de la nation indépendante, ces observateurs voient dans le développement d'une société civile mondiale solidaire avec les pauvres, les exclus et la cause des pays du sud, hostile à la nature actuelle de la mondialisation et au repli des peuples sur eux-mêmes, l'émergence d'un nouvel ordre global des pouvoirs qui assume mieux la tension entre unité et pluralisme, entre interdépendance et diversité des sociétés modernes, et pour lequel les cultures et les échanges religieux apparaîtraient comme encore plus décisifs. Ce que les théologiens de la libération appellent maintenant la reconstruction de l'espérance, lié plus que jamais à des initiatives locales, ne signifierait donc pas l'abandon de toute perspective globale de changement, l'alibi seulement au désengagement des pouvoirs publics dans un contexte néolibéral ou l'engagement sans autre intentionnalité à une coopération avec ces pouvoirs en faveur de la «reconstruction» de l'État. Elle engagerait au contraire à fonder directement une telle perspective dans le potentiel de créativité des initiatives de proximité, elle se traduirait dans une coordination décentralisée et horizontale de mise en réseaux de ces initiatives. La nécessité obligerait à ne plus sacrifier le potentiel de créativité lié à ces actions au nom de perspectives globales seulement capables de leur conférer une ambition supérieure en convertissant en



pouvoir d'État ou en contre-pouvoir hiérarchisé la mobilisation qu'elles encouragent. Les moyens expérimentés pour lutter, pour exercer des pressions internationales sur les décideurs contiendraient aussi l'élaboration de nouvelles formes d'organisation collective, c'est-à-dire l'invention déjà des alternatives espérées.

Le Père Jacques Lancelot a travaillé longtemps comme prêtre missionnaire en Amérique Latine. Il y a fait l'expérience des communautés ecclésiales de base. Actuellement secrétaire du CEFAL (Comité épiscopal France-Amérique Latine) à Paris, il a accepté de partager son expérience et se réflexions en répondant à ces quelques questions. L'entretien a été réalisé le 2 juillet 1999.

Malik Tahar-Chaouch : Pourriez-vous faire le bilan de votre expérience de missionnaire en Amérique Latine ?

Jacques Lancelot : J'ai d'abord travaillé six ans et demi au Chili. J'avais auparavant lu avec un grand intérêt les textes de Leonardo Boff et de Gustavo Gutierrez. J'ai donc relu l'Évangile à la lumière de ce contexte de dictature et de grande pauvreté qui avait une grande répercussion en moi. J'ai redécouvert le message de Dieu avec une fraîcheur, une vigueur nouvelles. Dans ce contexte de contrôle permanent de toute activité sociale, il était très difficile d'avoir des communautés ecclésiales de base. Il était vraiment difficile de structurer quelque chose. Je travaillais dans le quartier de Victoria. Ce quartier avait une grande tradition d'organisation et de combativité née d'une prise de terrain par le parti communiste chilien. En tant que prêtres, nous accompagnions toutes les initiatives qui étaient menées au service de la popula-

tion mais pas les actions violentes de quelques uns. Il s'agissait de l'organisation de cantines populaires, de l'organisation de groupes pour l'achat de produits de gros à bas prix, de différentes actions de cet ordre-là. Or, toute forme d'organisation était considérée à cette époque comme un contre-pouvoir. Naturellement, nous étions devenus des « subversifs », des « responsables de la rébellion ». Il y a donc eu des moments difficiles. André Jarlan, un ami prêtre, a été tué dans notre maison par une balle dite perdue. Ces balles ne sont pas toujours perdues pour tout le monde. Deux plus tard, le 7 septembre 1986, un attentat raté contre lui a offert au général Pinochet l'occasion d'imposer un état de siège. Deux journalistes ont été tués, trois militants politiques d'opposition ont été arrêtés et trois prêtres français ont été expulsés du pays. J'étais l'un de ces trois prêtres. Ensuite, au Mexique, je me suis trouvé plus directement en relation avec les communautés ecclésiales de base. Ce n'était pas non plus un contexte de grande liberté mais nous avions du moins celle de nous réunir. Quand les communautés ecclésiales de base menaient des actions, elles provoquaient des transformations dans le quartier. Ces actions allaient jusqu'à interpeller les pouvoirs et même jusqu'à provoquer la répression.

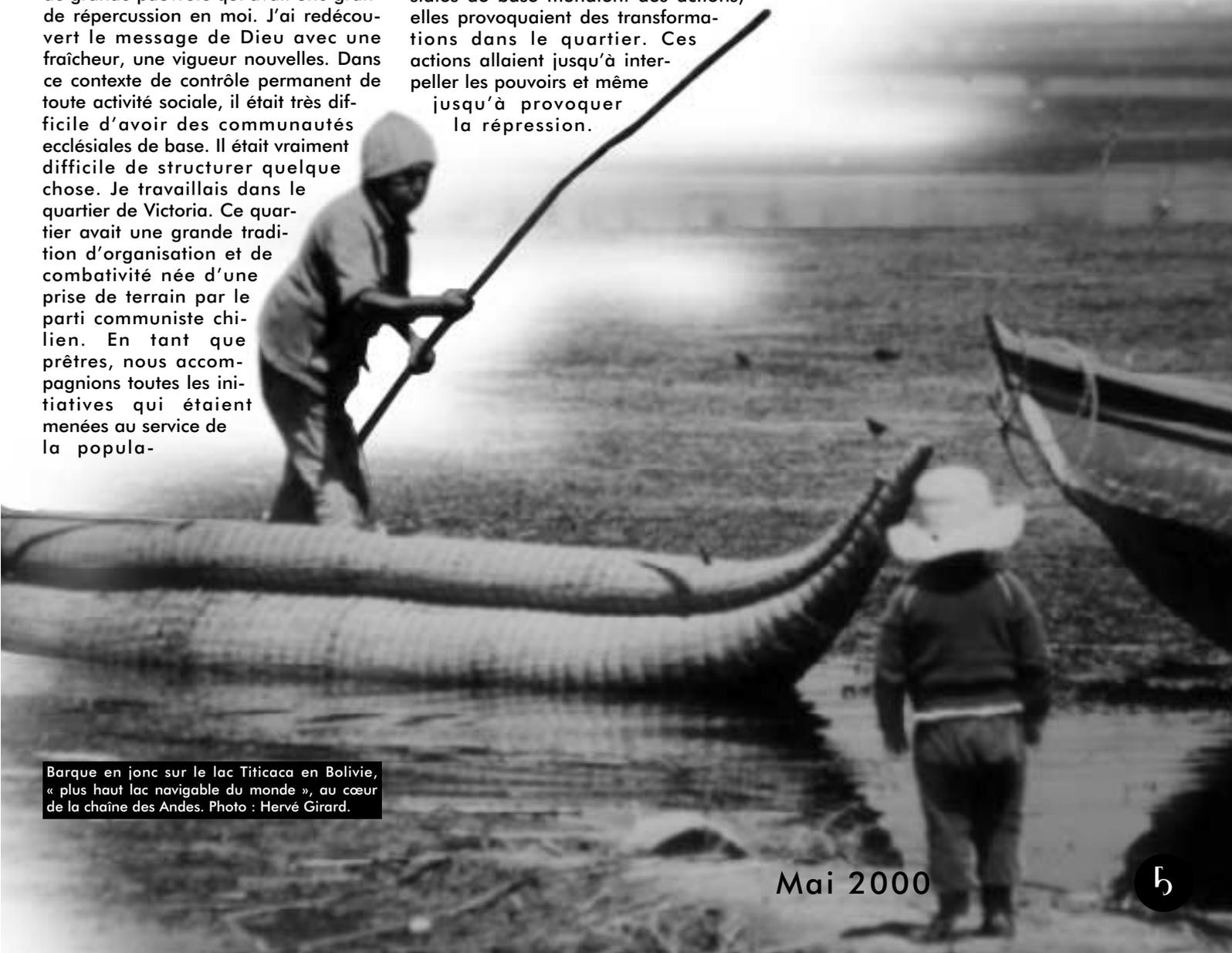
C'est la preuve qu'être chrétien et engagé dans le monde a des répercussions politiques.

M. T.-C. : Quelles formes pouvait prendre cette répression ?

J.-L. : Elle se traduisait surtout par des menaces, parfois même des menaces de mort. Le but de ces menaces c'était de démobiliser en provoquant la peur. Ensuite l'intimidation se caractérisait aussi par des emprisonnements ponctuels de chrétiens laïcs.

M. T.-C. : Combien de temps êtes-vous resté au Mexique ?

J.-L. : Six ans et demi. Jusqu'à mon retour en France. Depuis, je me sens éloigné du terrain, sans prises sur les événements. La théologie de la libération, c'est d'abord une pratique de la vie quotidienne. Les gens se réunissent pour connaître Dieu, pour lire la Bible. S'ils ne savent pas lire, ils apprennent dans la Bible. Je répète souvent qu'il n'y a pas de théologie de la libération possible sans qu'on ait une Bible à la main. Alors, ils peuvent sortir de leur silence, de leur



Barque en jonc sur le lac Titicaca en Bolivie, « plus haut lac navigable du monde », au cœur de la chaîne des Andes. Photo : Hervé Girard.

peur. Ils prennent attention aux autres, ils découvrent que Jésus les invite à avoir cette attention. Un ressort de dignité s'enclenche en eux. Vous ne pouvez pas vous imaginer le poids invraisemblable de peurs qui pèsent sur les pauvres : la peur de la police, la peur du patron, la peur du curé, la peur des hommes pour les femmes, la peur de Dieu ! Le pauvre est une personne courbée sous le poids de ces peurs. L'une des premières libérations est bien de le libérer de la peur. Des exégètes ont relevé 365 fois l'expression « N'ayez pas peur » dans la Bible. C'est fou comme Dieu avait conscience de la peur des hommes et a voulu les libérer de cette peur. Alors, quand nous accompagnons le travail des communautés ecclésiales de base, nous aidions à exprimer cette peur. On est prisonnier de sa peur quand on ne la dit pas. Dès qu'on l'exprime, on en est déjà à moitié libéré.

M. T.-C. : Quelles actions concrètes mènent les communautés ecclésiales de base que vous avez connues ?

J.-L. : Je vais vous donner un exemple. Il y avait un raidillon « dangereux » dans le quartier. Quand il pleuvait, il devenait très glissant et les enfants se blessaient régulièrement. Alors, les communautés ecclésiales de base l'ont aménagé. Tout le monde s'est mobilisé et on y a construit des escaliers. Pour cela, il a fallu trouver du ciment, des outils, s'organiser. Je vais vous donner un autre exemple. Dans ce même quartier, trois enfants sont morts pendant l'absence d'une maman célibataire obligée d'aller travailler. Elle laissait en effet la garde du plus petit au plus âgé d'entre eux qui avait à peine six ans. Il est donc arrivé un accident. Cela a naturellement provoqué une émotion générale très vive. Les communautés ecclésiales de base se sont mobilisées autour de ce drame, de cette tristesse de voir des enfants mourir... j'allais dire bêtement. Nous avons organisé une grande collecte et nous avons acheté un terrain pour y construire un jardin d'enfants. Ce fut une vaste aventure. Nous avons dû tout trouver par nous-mêmes et même construire sans permission. On ne nous l'aurait jamais donnée. Une fois construit seulement, nous avons tout fait légaliser. Les gens venaient travailler le samedi, le dimanche. Le bâtiment a été construit en un an. Cela fait donc maintenant sept ou huit ans qu'une quarantaine d'enfants de mères célibataires y sont accueillis. Dans le quotidien, c'est aussi par exemple la visite à une femme malade. Et puis vous savez les gens se disputent toujours. Les communautés de base, les prêtres ont aussi pour mission d'aider à surmonter toutes ces querelles destruc-

trices du tissu humain du quartier, de favoriser le respect. Ouvrons la Bible : dans les premières communautés chrétiennes, on se querellait aussi, on y faisait aussi l'apprentissage de la réconciliation, du pardon. Il s'agit d'humanité mais d'une humanité très au ras du quotidien.

M. T.-C. : On dit aujourd'hui que ces communautés ecclésiales de base sont entrées en crise...

J.-L. : On peut apporter plusieurs explications à leurs difficultés actuelles.

La première explication à cette crise me semble être d'ordre économique. La crise économique affecte beaucoup les pauvres. Ils aimeraient pouvoir se défendre. Mais l'ennemi est invisible, il n'a pas de visage. Généralement on dit « C'est le néolibéralisme ! », c'est le pouvoir de l'argent anonyme. Alors, contre qui lutter ? Et à la base, dans les communautés, que faire ? C'est très démobilisant. Il est difficile de résoudre les problèmes si la cause lointaine, si un crack boursier dans le sud-est asiatique a des effets en Amérique Latine.

La deuxième explication est d'origine politique. Les pauvres ne croient plus au pouvoir politique. Ils ont tellement été trompés, on leur a fait tellement de promesses non tenues. Il existe peu de responsables politiques honnêtes qui ne soient pas d'abord des aventuriers occupés à s'enrichir au détriment des autres. Travailler leur conscience morale, provoquer chez eux le sens du service demandent beaucoup de temps. En outre, les gouvernements sont de plus en plus éloignés des gens. Dans ces conditions, ce que les pauvres disent n'a plus

de poids. Ils ne se sentent pas entendus, leur cri laisse indifférent.

Enfin, sur le plan religieux, l'Amérique latine se trouve sous un vent charismatique. Cet esprit charismatique pousse les gens à tourner les yeux vers le ciel et non plus vers la terre. Il consiste seulement à chanter, à louer Dieu. C'est si difficile de transformer le monde que l'on peut être conduit à inventer un Dieu d'évasion. L'émotion l'emporte sur le défi de la transformation du monde, alors qu'il ne faudrait sacrifier ni l'une ni l'autre. Les peuples d'Amérique Latine sont très affectifs, ils sont très sensibles à la chaleur humaine, à la gratuité, ce qui conforte cette tendance.

M. T.-C. : Certains observateurs reprochent justement à la théologie de la libération ne pas avoir su tirer toutes les conséquences liées à la recherche d'une dynamique convergente entre action et spiritualité. Qu'en pensez-vous ?

J.-L. : Je vais me faire critique avec la première démarche de la théologie de la libération. Elle a pris en compte le contexte de l'époque et elle a mis l'accent sur l'économique, le politique, le social. Le culturel, le religieux, la relation entre les hommes et les femmes n'ont pas été suffisamment pris en compte. Si on a assisté à une telle hémorragie vers le pentecôtisme, c'est parce que la vie religieuse, la dimension culturelle des peuples n'ont justement pas été suffisamment approfondies et prises en charge par les communautés ecclésiales de base. Nous ne sommes pas seulement animés par l'économique et le politique. Avec la fin des dictatures,

Jeune fille indienne guarani au Brésil. Descendants de l'un des principaux peuples sud-américains d'avant la conquête, quelques milliers de Guaranis brésiliens ont conservé une langue, une religion et une organisation sociale qui leur sont propres. Photo : Hervé Girard.



la nécessité de cultiver davantage l'expression religieuse est apparue. On peut observer un accent nouveau, celui d'une attention plus soignée envers les différences culturelles. Un rééquilibrage s'est réalisé. Au Mexique, cette orientation prend en compte les millions d'indiens. Au Brésil, elle prend en compte la négritude. J'ai coutume de dire qu'une travailleuse noire est trois fois esclave : en tant que femme, en tant que travailleuse et en tant que noire. Il faut considérer le potentiel de libération lié à ces trois aspects de son esclavage.

M. T.-C. : Le déplacement de l'accent de la réflexion ne se réalise donc pas au détriment de l'engagement politique, au profit d'une dépolitisation de l'engagement dans les communautés ecclésiales de base ?

J.-L. : La fidélité des communautés ecclésiales de base à tenir les deux bouts de la chaîne est essentielle. Aux neuvièmes rencontres interecclésiales de São Luis en 1997, j'avais choisi le carrefour politique. J'ai pu vérifier la volonté des communautés ecclésiales de base de ne pas abandonner ce terrain. C'est sur le terrain du politique que s'orientent les décisions de société. La première charité consiste à être engagé politiquement. La politique est le premier lieu d'amour des hommes. Le Christ s'est engagé avec vigueur pour son peuple, auprès de son peuple. En ce moment, je relis le livre des chroniques. Il faut voir comment Dieu se sent toujours responsable des hommes et comment les prophètes se responsabilisent vis-à-vis du peuple et de Dieu. Dans la Bible, Dieu se met debout à deux occasions : quand le peuple abandonne son Dieu, quand le frère est exploité. Cette dénonciation contient aussi une annonce. C'est là que réside la force prophétique des communautés ecclésiales de base. Elles dénoncent, elles annoncent. Elles sont dérangeantes pour l'Église et pour les politiques. À ce titre, beaucoup sont morts martyrs. On ne peut parler des communautés ecclésiales de base et de la théologie de la libération sans évoquer les martyrs. Ils sont d'authentiques martyrs, c'est-à-dire des témoins du grand message de Dieu. Le don de leur vie est une parole très forte. Les lieux de martyre sont des lieux de pèlerinage. On y va pour se ressourcer, pour renouveler sa force dans l'exemple de ce don.

M. T.-C. : Un facteur supplémentaire souvent invoqué pour expliquer la crise des communautés ecclésiales de base, c'est aussi la pression du clergé conservateur, soit pour les éliminer, soit pour les priver d'auto-

nomie en les institutionnalisant dans la paroisse. Quel est votre sentiment à ce propos ?

J.-L. : Pour expliquer ce phénomène, il faut considérer le mouvement de recentrage de l'Église sur Rome, le durcissement de l'autorité ecclésiale qui est moins disposée à partager de façon collégiale ses responsabilités. Il faut aussi identifier le besoin de sécurité qui se cache derrière cette institutionnalisation. Face à la dispersion religieuse, par souci d'identité, on veut des choses bien claires. Mais ça ce n'est pas tellement la première préoccupation des pauvres. Les communautés ecclésiales de base ont pallié au manque de prêtres, elles ont par exemple été amenées à prendre la responsabilité de la catéchèse. Mais ce n'est pas leur première mission. Leur première mission, c'est de suivre Jésus Christ et de transformer le monde. L'institutionnalisation des communautés ecclésiales de base est aussi un résultat de la formation qui se donne dans les séminaires. Celle-ci traduit justement le mouvement de repli sur l'Église, la recherche de l'identité catholique. Les disciples se sont aussi interrogés sur leur identité. Jésus les a alors invités à être à la fois disciples et apôtres, à le suivre et à être envoyés dans le monde.

M. T.-C. : Un remède souvent envisagé par les acteurs de l'Église progressiste à ce phénomène, c'est l'institutionnalisation d'une coordination horizontale des communautés ecclésiales de base. Avez-vous eu écho d'initiatives qui allaient dans ce sens ?

J.-L. : Non, je n'ai pas suivi ça. C'est une question en effet très intéressante. Seulement une petite réaction : une religieuse de l'Équateur me disait « Nous insistons surtout sur le lien que les communautés ecclésiales de base peuvent avoir entre elles. » Cela va peut-être dans ce sens.

M. T.-C. : Vous avez évoqué l'importance croissante que prend la prise en compte des différences culturelles dans la théologie de la libération. Comment vous-même avez-vous rencontré ce qu'on appelle la religiosité populaire ?

J.-L. : Au Mexique, j'étais bien placé. Le Mexique a un grand patrimoine de religiosité populaire. Comment aller aux sources de la libération depuis cette religiosité populaire ? Prenons le récit de la Vierge de Guadalupe. On y trouve deux éléments libérateurs.

Juan Diego est un indien vaincu. Il n'a pas foi en lui. La Vierge de Guadalupe

lui répond « Oui, tu as du prix ». Elle s'appuie d'abord sur sa dignité. Je pense aussi à une parole de Jésus qui dit « Ta foi t'a sauvé. » Quand on sent en soi qu'on ait aimé et choisi de Dieu, cela donne un pouvoir inestimable. Ensuite, elle lui dit « Vous construirez un sanctuaire pour remédier aux maux du peuple. » Elle s'appuie alors sur la solidarité, la fraternité du peuple pour qu'il se libère de ses maux. La dignité et la solidarité sont les deux piliers de la théologie de la libération. On peut les retrouver tout le temps dans cette religiosité populaire. D'un autre côté, elle peut aussi conduire à une fuite, devenir un refuge consolateur.

Quand j'allais bénir une maison, c'était toute une histoire. Cela ne consistait pas seulement à jeter quelques gouttes d'eau bénite sur des murs. Je proposais que toute la famille, les cousins, les voisins, soient présents. Alors, avant de bénir la maison, chacun raconte ce qu'il a fallu faire pour arriver à cette maison : le matériel, l'argent, mais aussi les disputes, les coups de main. Alors la bénédiction va non seulement aux murs mais à la famille et à toute l'histoire de la construction de cette maison. Le boulot du prêtre, des communautés, c'est de mettre les gens en situation de responsabilité, de dignité, de convivialité, de faire en sorte qu'ils se rapprochent, qu'ils soient plus attentifs les uns aux autres. Il faut toujours partir de l'histoire d'une vie. La théologie de la libération s'enracine dans l'histoire des pauvres. En ce moment, c'est la crise. Mais la crise ne me fait pas peur. La théologie de la libération était un enfant enthousiaste, elle est entrée dans sa crise d'adolescence. Ce qui est vrai pour un homme est vrai pour un mouvement, vrai pour l'histoire des peuples. Or, l'histoire continue.

M. T.-C. : Pensez-vous qu'une théologie de la libération peut émerger d'Europe, en écho aux théologies des pays du sud ?

J.-L. : Oui, ce n'est pas impossible. L'oppression, la pauvreté et l'exclusion existent aussi en Europe. Voyez tous ceux que l'on expulse parce qu'ils sont sans papiers. Cela pose un problème qui concerne la théologie de la libération. Quand j'ai rencontré la théologie de la libération en Amérique Latine, je n'étais pas si dépaycé. D'une certaine façon, je l'avais déjà rencontrée en France dans le travail de l'Action Catholique. Il ne lui manquait que le nom.

Propos recueillis par
Malik Tahar Chaouch

Réveil politique en Bretagne

Dérives extrémistes ou manipulation médiatique ?

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, la Bretagne n'a cessé de faire parler d'elle de manière croissante. C'est dans le domaine culturel, particulièrement par la musique, que s'est tout d'abord manifesté le sentiment identitaire breton au début des années 90. Auparavant, après la vague folk des années 70, la Bretagne semblait plutôt endormie.

Dans le sillage de ses musiciens, elle donne aujourd'hui les signes d'un réel dynamisme, tant dans le domaine culturel, que dans celui de l'initiative économique. D'aucun souhaiteraient que cela ne soit pas qu'un simple effet de mode, mais bien l'annonce d'une renaissance politique, permettant à la Bretagne de pouvoir prendre en charge les problèmes qui ne la concerne qu'elle seule, et de donner de la voix dans les institutions européennes, sans intermédiaire.

L'audience des partis politiques régionalistes s'accroît. De nombreuses associations interpellent les pouvoirs publics sur les questions culturelles et sociales, la jeunesse est très impliquée et active. Enfin, l'Armée Révolutionnaire Bretonne, ou ceux qui s'en revendiquent, a repris du service.

À lire certains articles de la presse nationale, caractérisés par la mauvaise foi de leurs auteurs, le manque d'investigations, le choix délibéré de phrases et d'énoncés sortis de leurs contextes, l'utilisation de titres sensationnels et polémiques, le travestissement des propos de militants, l'absence de droits de réponses; la Bretagne serait en proie, au choix : à une dangereuse bouffée de violence quasi mafieuse; ou à une inquiétante dérive identitariste à consonnance néo-fasciste. La plupart du temps, ces deux épouvantails sont réunis en un seul, par soucis d'économie.

L'armée « chouanne » camperait aux portes du périphérique... La lutte anti-fasciste devient une véritable chasse aux sorcières irrationnelle...

Un contexte particulier

Le mouvement politique breton est une nébuleuse. De l'extrême gauche à l'extrême droite, il défend principalement l'idée d'une autonomie du territoire (voire d'une indépendance) dans l'ensemble européen, mais surtout, la promotion de la langue et de la culture bretonnes. Ce sont des idées qui évoluent en fonction des époques et de ceux qui les portent.

Cette mouvance militante, fédérée sous le terme d'« Emsav », ne parle pas d'une voie unique. Elle compte peu d'élus, elle a peu accès aux médias, ne maîtrise pas son image, elle est désunie, voire querelleuse. Du fait qu'elle est plus portée vers l'action culturelle et associative que purement politique, son

influence demeure malgré tout importante, mais surtout pas folklorique.

Enfin, sa complexité exigerait qu'elle ne soit pas traitée de manière aussi simpliste.

Les ambiguïtés du mouvement politique breton

Il est vrai que les sujets abordés par la presse ont de quoi fâcher. Ils concernent principalement le rôle controversé joué par de nombreux défenseurs de la cause bretonne, durant la seconde guerre mondiale. Nombre d'entre eux pensèrent que la défense de la Bretagne pouvait même justifier une alliance avec l'occupant nazi, contre un autre « occupant » ; la France. Des milices

bretonnes furent formées et armées contre les maquis. Leurs effectifs étaient cependant dérisoires au regard du nombre de résistants, mais leurs exactions ont laissé une tache tenace qui marque encore la vie politique bretonne.

Si l'entre-deux-guerres est caractérisée par l'influence profonde d'un romantisme des plus douteux, les militants de l'après guerre furent marqués par la résistance, la guerre d'Algérie et les luttes de libération des peuples colonisés. Ils s'attachèrent à rompre d'avec leurs aînés. La conscience politique bretonne d'aujourd'hui ne s'appuie pas sur un culte des racines idéales et exclusives, mais plutôt sur la prise de conscience d'un statut de « colonisé¹ » économiquement défavorisé, forgée dans les luttes des années 70 (grèves, marrées noires, manifestations antinucléaires).

Accuser les militants culturels et politiques bretons de tentation ultradroitière (alors qu'ils furent en première ligne dans le combat contre la récupération par l'extrême droite des symboles et des revendications régionalistes, dédaignées par le reste de la classe politique) est une critique aussi pertinente que de voir en chaque musulman un dangereux islamiste.

Les heures noires de la Bretagne repeintes en blanc ?

Récemment, une école Diwan (associative, laïque et bilingue) prit le nom de Roparz Hemon.

R. Hemon, écrivain, linguiste de premier ordre par sa contribution à la modernisation de la langue bretonne, par ailleurs espérantiste convaincu, fut sous l'occupation animateur d'une radio en langue bretonne financée par les nazis. Rappelons que tout organe de presse devait être soumis à l'approbation des autorités allemandes. Il lui est reproché un certain nombre d'écrits anti-sémites, bien que les preuves ne soient pas à la portée du public. Face au zèle des résistants de la dernière heure, on ne peut que comprendre la fuite de R. Hemon en Allemagne (parmi 20 000 autres français). Bien qu'il ne fut ni théoricien du nazisme, ni préfet dans la France occupée, encore moins après...

S'agissant d'un lieu d'enseignement, le choix n'était peut-être pas judicieux. Il va de soi que le parcours de Hemon demande à être éclairci et qu'une telle personnalité est aussi à replacer dans le contexte de l'époque. Mais c'est avant tout à ses qualités de linguiste qu'il fut rendu hommage.

Dans un soucis de logique, on pourrait songer à rebaptiser les écoles portant en France le nom de Voltaire, celui-ci ayant



investi une partie de sa fortune dans la traite négrière, reconnue comme crime contre l'humanité?...

La parution quotidienne dans le quotidien Ouest-France d'une bande dessinée retraçant l'histoire de la Bretagne, est aussi évoquée. Celle-ci entend écrire l'histoire vue de la Bretagne et non à travers le prisme parisien. L'exercice est difficile et déjà un crime de lèse-majesté.

Quelques vignettes concernant la deuxième guerre mondiale, relativisent l'engagement des nationalistes bretons, comparent les victimes du nazisme et du stalinisme, enfin, ne parlent pas de la Shoah. Effectivement, oublier de parler des millions de morts juifs dans les camps est une erreur, que se promettent de rectifier les auteurs face aux pressions.

Ces deux exemples ne permettent pas de juger s'il y a une réelle infiltration révisionniste, ou tout simplement une érosion du souvenir, qu'on ne voudrait déceler qu'en Bretagne par peur de s'interroger sur la société française dans son ensemble, « le fasciste, c'est les autres »... Quoi qu'il en soit, c'est l'ensemble de la communauté culturelle bretonne qui est visée.

Un devoir de mémoire

Le cas breton n'est pas exceptionnel. Les nazis tentèrent à plusieurs reprises de s'allier et de manipuler des mouvements nationalistes afin d'affaiblir leurs ennemis; comme par exemple les Tchétchènes contre l'Union Soviétique ou les Arabes de Palestine contre les Anglais.

Dans les ouvrages consacrés à la Bretagne, les informations sur la période des années 30 et 40 sont frustrantes; très souvent partielles ou contradictoires. Omissions volontaires ou tabou?

Le Centre de Recherche Bretonne et Celtique annonce pour l'année prochaine la tenue d'un colloque sur la Seconde guerre mondiale en Bretagne. Un peu tardif, il n'aura certainement pas la possibilité de réparer les dégâts causés par une manipulation médiatique peu délicate. Mais il sera l'occasion de faire la lumière sur l'action de certaines figures emblématiques du mouvement breton, ainsi que sur celle de hauts fonctionnaires de l'État en Bretagne...

Une tradition d'ouverture

Pays maritime par excellence, la Bretagne est, depuis l'Antiquité en contact avec le Monde. Tout d'abord située sur la route de l'étain, elle

entretint des relations ténues avec le Moyen-Orient. Au moyen-Âge, la flotte bretonne était l'une des plus actives d'Europe, au croisement des routes entre l'Espagne, les Pays-Bas et la Baltique. C'est, suite à son union avec la France, la politique continentale du royaume et des régimes qui suivirent qui sonna le glas d'une industrie déjà florissante. La Bretagne s'enfonçait dans un lent déclin. À partir de la Révolution elle devint même une sorte de double obscur d'une France partagée entre ses origines celtiques et son admiration pour un empire romain mystifié. Pour le bien de la Nation, la langue bretonne fut condamnée à disparaître. Le pays devint un réservoir de main d'œuvre et de chair à canon bon marché. Ce n'est qu'après la dernière guerre que fut entrepris une réindustrialisation et une modernisation du pays sous l'impulsion du *Celib*, *Comité de liaison des intérêts bretons*.

Les Bretons sont conscients aujourd'hui que la santé de leur économie est étroitement liée à son ouverture sur le monde, mais aussi à celle de l'État dont elle dépend; la France, qui n'a jamais su tirer profit de ses principaux atouts; une façade maritime immense et des ports pourraient rivaliser avec leurs homologues européens.

En Bretagne, la conscience démocratique n'est pas à démontrer, elle est une exigence. La population n'est pas à franchement parler perméable aux idéaux d'extrême droite, le faible score du Front National le montre. Qu'un parti fasse siennes ces thèses, il y a fort à parier qu'il ait peu d'influence sur la population. À long terme, de telles idées ne peuvent que conduire à la destruction pure et simple de la spécificité culturelle bretonne.

La langue bretonne au centre des passions

« La seule réponse à faire aux revendications linguistiques bretonnes, c'est d'emprisonner tous ceux qui les formulent. »

Albert Damier, ministre du travail et de la prévoyance sociale (1932)

La langue bretonne a perdu la majorité de ses locuteurs au cours de ce siècle. Les derniers bretonnants de naissance ne sont agés, la transmission maternelle ne se fait presque plus. Elle est condamnée à mourir dans les prochaines décennies si d'ancien locuteurs ne se remettent pas à la pratiquer, si de nouveaux (dont l'origine ne sera pas exclusivement bretonne) ne se mettent pas à l'apprendre. Elle doit être capable de souvrir au monde moderne, à la vie citadine qui est celle de la majorité des

bretons. Si elle devient la propriété d'une minorité réfractaire et sectaire, il est certain qu'elle n'a aucune chance de survie. Elle doit donc se trouver sa place dans la société française, dans le respect du droit et de la diversité. Place qui doit être définie sans excès de la part de ses défenseurs, et sans restriction inutile de la part du pouvoir. Un véritable débat est nécessaire. Entre son utilisation comme arme politique entre les deux têtes de l'exécutif, et massue obscurantiste de la part des « talibreizh », il lui reste de la place, celle que mérite toute langue capable d'exprimer les émotions humaines.

Dérive ou manipulation ?

Le problème ici n'est pas de savoir s'il existe en Bretagne des défenseurs d'une identité exclusive, il y en aura probablement toujours, mais de savoir si la population est en mesure d'y adhérer. Constatant le parcours inquiétant du Front National et de ses idées en France, il y a plus d'une raison de retourner le problème. La société française ne génère-t-elle pas ce genre de sentiments? La France a-t-elle réellement fait son autocritique, notamment en ce qui concerne la participation d'intellectuels français à l'élaboration des thèses antisémites, le résultat dévastateur de son épopée coloniale, « la biologisation » de son idéal universaliste?

Face aux dérives racistes, les procès publics sont inutiles, sinon dangereux. Dans de telles situations, seuls l'éducation, l'élévation générale du niveau culturel d'une population, l'enseignement de l'Histoire, et enfin la réduction des inégalités peuvent être suivis d'effets. Il y a lieu de s'inquiéter.

Les militants culturels ne se reconnaissent pas dans ce procès médiatique. Quel intérêt y a-t-il à les faire passer pour de dangereux fascistes en devenant?

La première réponse qui pourrait venir, un peu simpliste, serait basée sur le constat d'un total manque de jugement chez certains journalistes, qui par simple orgueil se permettraient de juger qui est fasciste, qui ne l'est pas, à la lumière d'une prétendue supériorité culturelle de la capitale... argument qui a très bonne presse, et qui traduit assez bien le mépris ressenti par les provinciaux à travers les médias, mais aussi un sentiment d'infériorité encore vivace. « Paris nous prend pour des ploucs! » titrait un hebdo... Le sarcasme gratuit aurait remplacé l'investigation et l'analyse, ce qui ne serait pas à l'honneur de la profession de journaliste.

On peut aussi penser, que les orientations budgétaires de l'actuelle

majorité régionale en faveur de la culture et de l'identité bretonne, ne plaisent pas à tout le monde ; particulièrement à des responsables de structures culturelles dont l'existence dépend beaucoup de leurs relations avec le milieu politique.

Enfin, il n'est pas interdit de supposer qu'une partie de la gauche et de l'extrême-gauche, en pleine crise d'identité, s'inventent un nouvel ennemi intérieur, un bouc-émissaire, une anti-France qui serait à même de redonner un sens à l'idée de « nation française », en quelque sorte, une récupération gauchiste du nationalisme français. On chercherait ainsi à entâcher la réputation des militants associatifs afin que l'État n'aie aucun interlocuteur valable dans la conduite de négociations, en particulier sur la signature de la Charte européenne des langues minoritaires.

Prétendre que la défense des différences culturelles puissent conduire à l'intolérance est agiter un leurre, dans le but de laisser dans l'ombre la nature intime de la société française : un apartheid social, où sont bafoués les droits élémentaires de la personne humaine ; le droit au logement, au travail et à une justice équitable, et où les acquis sociaux ne cessent d'être bradés sur l'autel de la rentabilité capitaliste³.

La langue de bois est la langue de la République

S'il est bien une exception française, c'est la logique de l'affrontement. Le président Chirac s'était prononcé en faveur d'une révision de la constitution afin de permettre à la France de ratifier la Charte européenne. Le dossier fut pris en main par le gouvernement, qui après réflexion jugea que la chose était possible. Quelques temps plus tard, le conseil constitutionnel tranchait. Il n'était pas du ressort de l'État d'accorder aux langues régionales les moyens de survivre, ni de se développer. La manœuvre servit davantage à mettre dans l'embarras le gouvernement qu'à résoudre la question. Depuis, le Président était allé féliciter les Inuits du Canada, lors de l'inauguration de leur assemblée nouvellement constituée, sans doute par nostalgie gaulliste...

La France défend avec un sentimentalisme certain les cultures minoritaires hors de son territoire, défend sa spécificité face à l'impérialisme anglo-saxon, mais ne consent pas à reconnaître sur son propre territoire des différences linguistiques... Cette

incohérence du pouvoir est très mal perçue en Bretagne.

Entre craintes et espoir

Face au mépris et au silence de la classe politique, à l'absence de débat démocratique, substitué par des campagnes de presse diffamantes, l'idée selon laquelle l'État français n'est pas réformable, et que seule une rupture avec la France pourrait garantir reconnaissance culturelle, dignité et développement, risque de trouver de plus en plus d'écho. La violence et les attentats trouvent une nouvelle justification dans une frange encore ultra-minoritaire de la population, constituant un véritable ghetto.

C'est contre cette possible dérive qu'a été lancé le 28 octobre 1999 « l'Appel de Carhaix », collectif qui a récolté l'adhésion de très nombreux citoyens et représentants de la vie culturelle bretonne, afin d'interpeler les élus et la classe politique, et refusant « que la société bretonne soit enfermée dans un cycle de violences [que nous refusons] et dans un étouffement du débat politique par le processus classique provocation-répression ; que les aspirations légitimes se heurtent sans cesse à des murs... »

Dans la confusion régnante, où les notions confondues de nationalité et de citoyenneté perdent de leurs sens, les bretons défendent depuis plusieurs décennies une « nationalité du cœur » qui ne peut nullement être exclusive comme le sont le droit du sol et le droit du sang.

La situation bretonne d'aujourd'hui est exceptionnelle (pour combien de temps?). Elle montre qu'il est possible de défendre une langue et une culture tout en restant ouvert aux autres. Elle ne demande qu'à être prise en considération, pour le bénéfice de tous les Européens.

Les Bretons ne sont pas non plus adeptes de l'indépendantisme, comme on cherche à le faire croire trop souvent. Ils ne se distinguent pas beaucoup des autres français dans leur souhait de société : inverser le rapport entre l'État et le peuple, faire reconnaître la force constructive des citoyens face à un État planificateur, désincarné et autoritaire.

Les critiques dont sont l'objet les militants bretons sont excessives et déplacées, même s'il n'est pas inutile de rappeler (particulièrement aux jeunes générations) qu'aussi noble soit la culture bretonne, sa défense ne justifie pas la souillure.

Laurent Girard

Notes :

1. Ce terme qu'utilisèrent les autonomistes semble bien sûr excessif. Si la situation bretonne n'avait rien de commun avec les pays africains quant au respect des droits de l'homme, sa dépendance était néanmoins totale.
2. Cette provocation consiste, bien sûr à comparer deux aspects d'une même personnalité et non pas deux génocides.
3. C'est le droit qui est le ferment de la société française, et non l'hérédité. On peut donc s'interroger sur les conséquences d'une justice à deux vitesses, ou encore de la remise en question des acquis sociaux (ou leur privatisation) qui garantissent l'égalité des citoyens.

Bibliographie

*La Bretonnité,
Une ethnicité problématique.*
Pierre-Jean Simon
Terre de Brume, Presses Universitaires
de Rennes, 1999



À bien y regarder, toute ethnicité est, chacune à sa manière problématique. Et la bretonnité ne l'est, sans doute, ni plus ni moins qu'une autre. De telle sorte que par un cas singulier, à travers ses particularités, c'est un problème général de notre modernité qui est abordé ici.

La bretonnité, ce serait le fait d'être breton et la manière – ou plutôt les manières qui sont assez diverses – de l'être, objectivement et subjectivement. Question, en réalité plurielle : Qu'est-ce qu'en soi être Breton? Mais qu'est-ce qu'être Breton pour les autres?

Et quels sont aujourd'hui les enjeux du passage de la bretonnité négative, liée à la situation minoritaire, à la néo-bretonnité, cette ethnicité réinventée?

Pierre-Jean Simon, docteur ès Lettres et Sciences humaines, est professeur de sociologie à l'université de Haute-Bretagne/Rennes 2.

L'étrange consensus de Vladimir Putin

LE 7 MAI PROCHAIN, *Vladimir Putin sera officiellement intronisé nouveau Président de la Fédération de Russie. Cet évènement ne contient qu'une signification comme toute symbolique, Monsieur Putin déjà premier ministre, étant devenu Président par intérim depuis le 31 décembre 1999, en remplacement de Boris Eltsin, démissionnaire.*

L'élection même de Vladimir Putin, le 26 mars dernier, dès le premier tour des présidentielles n'apportait aucune surprise tant la popularité du Président par intérim était grande dans le pays, même si l'on n'accorde que peu de foi aux sondages. Aussi le véritable enjeu des élections était plutôt de savoir si un second tour allait être nécessaire à Monsieur Putin, c'est-à-dire, à peu de choses près, si celui-ci recueillerait 49,9 % ou 50,1 % des voix. Avec environ 50,3 %, la mission était accomplie et je ne peux que me souvenir de la réaction d'une collègue de travail, russe, lorsque je lui annonçais les résultats définitifs, l'après-midi du 27 mars :

— Tout était bien organisé, m'a-t-elle alors dit, spontanément.

— Je doute que ma collègue fusse dans les secrets du pouvoir. Je dirais plutôt que tout le monde n'est pas dupe du triomphe de cet homme froid, énergique et déterminé, sorti de la direction du KGB⁽¹⁾, complètement inconnu il y a encore sept mois et qui rassemble derrière lui un si large consensus.

Plusieurs causes de cette fulgurante ascension peuvent être décelées. Malgré les accusations de fraude du communiste Guenadi Ziouganov – accusations non retenues par la Commission Électorale – si fraudes il y a eu⁽²⁾, on ne peut s'imaginer que le résultat des élections aurait pu être différent, tant l'écart était immense entre M. Putin et ses concurrents; tout juste d'éventuelles auraient-elles pu lui permettre d'échapper au second tour, ce

qui est déjà appréciable pour un candidat refusant systématiquement de descendre dans l'arène électorale.

— Si Vladimir Putin a pu l'emporter d'une si éclatante façon c'est certainement pour avoir su contesté à son principal adversaire, Guenadi Ziouganov, le monopole de la défense des thèmes démago-patriotiques, grâce notamment à l'action anti-terroriste lancée en Tchétchénie. D'autre part le forfait d'un sérieux concurrent, tel que l'ancien premier ministre Evgueni Primakov, associé à la stabilisation économique après la crise monétaire d'août 1998, a certainement évité au candidat Putin un second tour. Plus que son état de santé ou les affaires qui ont quelque peu terni l'image de son allié le maire de Moscou, Yuri Lujkov, c'est plutôt son échec aux législatives de décembre 1999 et surtout les défections qui les ont suivis, quand nombre de députés de son parti, Otchestvo – Vsia Rossia, ont subitement rejoint les rangs de Edinstvo, le parti soutenant le premier ministre Putin.

Autre désistement, encore plus étrange : le gouverneur de la région de Krasnoïarsk (Sibérie occidentale), le général Alexandre Lebed, troisième des dernières présidentielles, principal artisan de la paix en Tchétchénie et favori de certains à la succession de Eltsin, qui aurait pu contester à M. Putin cette image d'homme fort et providentiel, manqua également à l'appel, restant mystérieusement absent depuis des mois de la vie politique. Ce forfait reste inexplicable et personne ici, d'ailleurs, ne semble vouloir s'y intéresser, comme si cet effacement de Lebed était un phénomène naturel, convenu. Le général ne nous avait pas habitués à une si grande passivité dans l'action politique: ne commandait-il pas le régiment de tanks lors du putsch de 1993 ? n'avait-il pas ensuite dirigé la célèbre XIV^e armée russe, basée dans la très kgbiste république autoproclamée de Transnistrie,

en Moldavie ? Peut-être serait-il intéressant de connaître les liens qui unissent Alexandre Lebed avec certains services spéciaux dont est sorti M. Putin : s'ils se vérifiaient, ils pourraient expliquer alors les raisons d'un effacement au profit d'un homme tout aussi énergique et providentiel, mais qui avait lui l'avantage d'être totalement neuf, répondant ainsi plus à l'aspiration au changement de la population (M. Putin peut être en effet considéré comme un homme neuf, à condition de ne pas trop faire de bruit autour de ses états de service dans l'entourage de M. Sobtchak, l'ancien gouverneur de St. Petersburg, réfugié pendant deux ans à Paris pour cause de démêlés avec la justice russe, puis rentré librement au pays, comme V. Putin était devenu premier ministre, avant de mourir subitement d'une crise cardiaque, alors que les médias commençaient à évoquer ses liens avec le chef du gouvernement).

On dirait bien que Vladimir Putin a gagné les élections par forfait

Primakov et Lebed absents de la course, M. Putin n'avait plus de concurrent de poids. La campagne étonnamment terne de G. Ziouganov amène même à penser que celui-ci n'avait pas trop envie de se battre pour un poste dont il ne saurait que faire... Aussi on dirait bien que Vladimir Putin a gagné les élections par forfait. Tout était déjà décidé avant que les électeurs entrent dans les bureaux de votes. Et toute la classe politique semblait étrangement s'en accommoder, vu l'absence évidente de véritable campagne électorale et de la part du président par intérim, montrant par là qu'il se plaçait au-dessus des partis (ou bien affichant par la même occasion un certain mépris pour le jeu démocratique ?), et de la part de l'ensemble des candidats, la plupart (y

compris l'amuseur public Vladimir Jirinovski qui, ici, ne fait plus peur à personne, mais peut toujours dérober à l'occasion de précieuses voix aux nationaux-communistes) jouant le rôle de faire-valoir.

Le seul candidat à avoir fait une campagne digne de son nom fut finalement le démocrate, leader du parti labloko, Grigori Iavlinski. Il fut aussi le seul candidat « sérieux », le seul qui avançait réellement un programme. Aussi fut-il critiqué plus que tout autre durant cette étrange campagne électorale. Ses détracteurs ne prenaient pourtant pas pour cible tel ou tel point de son programme, mais avaient plutôt pour but de dénoncer le seul candidat osant effectuer une véritable campagne, avec recours aux médias !... Un certain membre de la Douma avait ainsi pu lancer cette boutade: « Partout on n'entend plus que Iavlinski, même quand on branche le fer à repasser, c'est la voix de Iavlinski qui sort ! » Simple boutade bien sûr, mais traduisant la volonté de salir un candidat disposant encore d'une image d'homme propre car, en effet, cette dénonciation de la campagne de Iavlinski se traduisait instantanément en d'autres termes dans l'esprit des électeurs : « D'où lui donc vient l'argent de sa campagne ? » Le sacage d'un bureau de labloko dans la banlieue de Moscou, quelques jours avant les élections, plutôt que de faire passer Iavlinski pour une victime, a conforté dans l'esprit de la population que lui aussi pouvait être mêlé à des affaires louches, qu'il n'était finalement pas meilleur que les autres. Le succès de cette campagne anti-labloko fut indéniable: Iavlinski, déjà marqué par son échec aux législatives, arriva, comme prévu, troisième, avec à peine 5 % des suffrages. Dans ses conditions d'absence ou de démobilisation de l'opposition, le triomphe du président par intérim s'avère moins étonnant.

M. Putin a bénéficié également d'une situation économique assainie, avec une monnaie stabilisée, après la dévaluation d'août 1998. La crise monétaire a finalement permis une relance de la production russe, rendant la concurrence des prix locaux plus rude pour les produits étrangers. Autre bienfait de la dévaluation: une hausse relative du niveau de vie pour les personnes touchant leur salaire en devises (il s'agit surtout de personnes travaillant dans le nouveau secteur tertiaire privé), malgré souvent des baisses de leur montant, le cours du rouble ayant diminué de 300 %, pendant que les prix n'augmentaient que de 100, voire 200 %. Bien sûr, il ne s'agit que d'une minorité de la population, la plupart étant payée en roubles s'est retrouvée dans une situation difficile, que n'a pas toujours suffi à

améliorer le redémarrage de l'activité productrice. C'est le cas surtout des retraités, population très sensible, mais dont les suffrages sont facilement « achetables » par la tradition récente, mais déjà bien établie, de payer les arriérés des retraites et d'en augmenter le montant à la veille d'échéances électorales majeures.

**Une élection est toujours
un grand jour de fête,
un jour où l'on donne
de la vodka et...
de l'électricité...**

Le fait est qu'en l'absence d'une véritable société civile capable de s'émouvoir autour de vrais débats, la population russe, marquée par le pesant héritage de siècles de totalitarisme, demeure extrêmement influençable. La veille des élections, le journal télévisé nous avait présenté les habitants d'un village éloigné de Sibérie, pour lesquels une élection est toujours un grand jour de fête, un jour où l'on donne de la vodka et... de l'électricité... Un réel engagement politique de la population reste dans ces conditions très aléatoire, d'autant plus que la classe politique comprend bien l'intérêt qu'elle a à maintenir ce sommeil civique, en continuant d'accorder dans les débats la primauté à des arguments populistes et démagogiques: les opérations militaires en Tchétchénie ou, la semaine passée, les débats à la Douma sur la ratification du traité américano-russe de limitation des armements se traduisent encore dans les thèmes très mobilisateurs du patriotisme.

Souvent la télévision reste le seul moyen de contact avec le monde extérieur (quand l'électricité fonctionne...) pour une population provinciale, éloignée et désinformée et, alors, facilement manipulable par des bonimenteurs politiques. Il n'est plus un secret pour personne que, parmi les quatre plus importantes chaînes de télévision, si une est contrôlée par la présidence, une autre par la mairie de Moscou, les deux dernières sont aux mains des oligarques, très riches et rivaux, MM. Berezovski et Abramovitch. Plus que d'un pluralisme des médias, il s'agit ici d'un véritable partage du gâteau. Car la nature des informations ne change guère d'une chaîne à l'autre; aucun journaliste ne se risquerait à ne pas utiliser la terminologie trop consensuelle pour ne pas être officielle, à l'égard des opérations militaires en Tchétchénie, à savoir « bandits tchéchènes », « terroristes », « rebelles » ou « opération anti-terroriste » (et surtout ne pas parler de « guerre »)⁽³⁾. Les reportages en Tchétchénie, comme ces inter-

views de soldats conscients de réaliser leur devoir pour le bien des populations et de leur pays, celui d'une babouchka de Grozny qui a tout perdu dans les bombardements et presque heureuse, au milieu de ses ruines, de pouvoir enfin commencer à vivre normalement, paraissent vraiment trop invraisemblables pour ne pas faire partie d'un processus de manipulation, qu'on ne peut assimiler à un besoin de contrôle exceptionnel de l'information en période de guerre, car ce contrôle ne date pas de l'automne dernier. Et gare aux fausses notes: dimanche passé, le journal Kommersant s'est vu menacé par une censure (qui n'a pas d'existence légale) pour avoir fait une interview d'Aslan Maskhadov, le président (légalement) élu de la République de Tchétchénie, ... Quant à la mort dans un accident d'avion du journaliste indépendant Artiom Borovik, qui prétendait posséder des dossiers sur nombre de personnalités politiques, elle demeure mystérieuse, malgré les conclusions définitives de l'enquête officielle...

Décidément le consensus de M. Putin paraît s'assimiler à un savant mélange de contrôle et de manipulation, associé à un attrait certain pour le clientélisme. Sa méthode de gouvernement ressemble à ce que l'on appelait en Italie au début du siècle le « transformisme », l'intégration des oppositions ici ou là, par distribution de postes rémunérateurs: exemples en sont l'alliance avec les communistes à la Douma permettant la réélection au perchoir de Guenadi Selezniou ou le retrait de la candidature du président à la mairie de St. Petersburg, M^{me} Matveenko, au profit du sortant M. Iakovlev, après une rencontre de ce dernier avec M. Putin lui-même. Il est déjà difficile pour les électeurs de voter autrement que pour le pouvoir et il s'avère en plus que, non seulement le résultat du vote est tout tracé avant son déroulement, mais en plus que voter pour l'opposition peut parfois aussi signifier voter, sans que le sache, pour le pouvoir...

Le personnage de M. Putin demeure encore mystérieux: son impression d'énergie franche et décidée contraste avec le goût qu'il semble avoir pour les ombres des coulisses. Il faut dire que pour l'ombre il a été à bonne école... Et des questions restent en suspens et le resteront sans doute encore longtemps: quelle est la vérité des attentats de l'année passée à Moscou qui ont provoqué les opérations militaires en Tchétchénie, opérations qui, si l'on en croit les dires de l'ancien premier ministre, M. Stepachin, étaient prévues depuis longtemps (voir à ce sujet l'article de M. Bonnet dans le Monde)? Quel est le poids réel du KGB-FSB dans l'État et

Regard sur Hongrie

Annamária étudiante à Dunkerque en 1995

quelles sont ses relations avec les oligarques, jusqu'alors dominants ? Jusqu'à quel point l'influence de personnes si compromises pourra-t-elle être tolérée ? C'est un enjeu important pour la nature du nouveau pouvoir, un enjeu qui, comme beaucoup de choses (même, et surtout, les élections), se décide en coulisses.

Le nouveau régime qu'on a bien voulu voir « démocratique » ne l'était justement pas

Les dernières élections présidentielles nous prouvent que des élections libres au suffrage universel et le multipartisme ne sont pas des garanties suffisantes pour la réalisation d'une vraie vie démocratique; il faut aussi pour cela que les différents acteurs acceptent de jouer, ne serait-ce qu'un minimum, le jeu démocratique. Si l'idée même de démocratie ne remporte aujourd'hui plus beaucoup d'échos positifs parmi la population russe, c'est sans doute parce que le nouveau régime qu'on a bien voulu voir « démocratique » ne l'était justement pas. D'autant plus que le besoin de sécurité matérielle, et pour certains même alimentaire, est bien souvent plus pressant que l'aspiration à une démocratisation réelle. La Perestroïka elle-même n'était-elle pas une révolution venue d'en haut ?...

Didier SCHEIN

Correspondant de L'Un Est L'Autre en Russie

Notes :

1. Nous préférons garder cette ancienne appellation des services spéciaux russes plutôt que d'adopter la nouvelle, FSB, pour insister sur les permanences de cette institution depuis l'époque soviétique.

2. Et il y a certainement eu des fraudes, tant est-il facile, pour n'importe qui de mettre autant de bulletins qu'il peut dans l'urne, si on a pu lui en procurer préalablement, vu la quasi absence de contrôle auprès des urnes.

3. L'utilisation de cette terminologie officielle est très intéressante; l'emploi du terme très honni et mobilisateur de « terroriste », par exemple, est symptomatique d'un État menant des opérations « militaires » de maintien de l'ordre contre un mouvement de type partisan : ainsi le pouvoir nazi ou collaborateur contre les mouvements de résistants en France, en URSS ou ailleurs, l'armée française contre les fellagahs algériens...

Annamária a 30 ans et vit aujourd'hui à Budapest où elle est née. Elle est actuellement directrice de clientèle et gère les budgets de sociétés de distribution de grande consommation. Elle conçoit des plans marketing qui seront ensuite réalisés graphiquement par les maquetistes de la société de publicité où elle travaille. L'Un [EST]L'Autre est en contact avec elle depuis cinq ans, alors qu'elle étudiait à l'ISCID de Dunkerque.

L&L : Quels sont les traits culturels qui différencient le plus les Hongrois des Français ?

Les Français donnent l'impression d'être plus sûrs d'eux, même s'ils ne connaissent pas une chose, ils seraient prétextueux. C'est aussi un point positif, puisqu'ils osent plus facilement faire certaines choses, ils prennent des risques. En Hongrie on se donne plus de limites (fatalisme... la Hongrie est au 1^{er} rang pour le suicide).

Les Français sont aussi plus curieux, plus attentifs aux choses simples (comme dans le domaine de la fête...), plus fins. En Hongrie ces occasions sont plus exceptionnelles, on fait les choses en grand, ou on ne les fait pas. Il y a peu de simplicité dans ces démonstrations, moins de spontanéité.

L&L : En général, la France est-elle bien perçue et connue en Hongrie ?

K.A. : Beaucoup de Hongrois (âgés) détestent les Français. C'est un reste de la guerre de 14-18 (traité de Trianon qui emputa la Hongrie). Par rapport à l'anglais et à l'Allemand, le français est la troisième langue étrangère. Bien que l'institut culturel français soit très actif (il présente de nombreuses expositions), la culture française est peu représentée. Dans les cinémas d'art et essais (un tiers des cinémas) passent quelques films, mais touchant une minorité. On ne les voit pas dans les salles commerciales. Les Hongrois sont plus sensibles à la culture anglo-américaine.

L&L : Les Français que tu as connus connaissaient-ils la Hongrie ?

K.A. : Non, très peu. J'ai eu l'impression de venir d'un pays négligeable et inconnu, fondu dans la Russie. On faisait l'amalgame. Il était difficile de faire comprendre que la Hongrie et la Russie n'avaient rien à voir, qu'ils étaient différents. On refusait de me croire de chercher à comprendre. On fusionnait tous les pays de l'Est, et leurs langues. (Les élèves, mais aussi quelques profs). Les pays de l'Est étaient forcément des pays pauvres. C'était humiliant. Des étudiants russes brillants

venant d'une très grande université, connaissaient aussi le même sort. Il valait mieux fréquenter des Français et travailler avec eux plutôt qu'avec des étrangers, pour éviter d'être marginalisé. Les étudiants avaient beaucoup de préjugés.

L&L : En 1989, les pays du bloc communiste se sont ouverts à la démocratie. Comment as-tu perçu ce changement ?

K.A. : Les changements ne se sont pas faits du jour au lendemain. La Hongrie était déjà plus ouverte, moins sous la pression soviétique. Le départ des Russes (sur la pointe des pieds) a été simplement symbolique. Les Russes ne se sont pas opposés. L'arrivée de l'économie de marché a été plus visible. Il n'y a pas eu de crise. Les choses ont été progressives.

L&L : Vois-tu les changements effectués depuis dix ans de façon positive ou négative ?

K.A. : Négative... Les effets des changements n'ont pas été prévus, la population n'a pu être protégée, du fait du manque de ressources (remboursement de la dette extérieure (à la suite de la dernière guerre).

L&L : Existe-t-il de grandes disparités entre les niveaux de vie ?

K.A. : Oui de plus en plus. La nouvelle classe économique (politique, finance, commerce, import-export...) s'enrichit. Les lois ne sont pas en faveur des petites entreprises. Les salariés de l'État connaissent des problèmes, manquent de rentabilité et de finances de la part de l'État. La classe moyenne, inexistante sous le socialisme n'est toujours pas constituée. Il y a aussi des différences entre l'Est et l'Ouest plus proche de Vienne (puis vitrine de l'économie socialiste). La terre y est aussi plus riche.

L&L : Comment se perçoit la construction européenne en Hongrie ?

K.A. : Il y a moins en moins d'opposition à l'Europe. Cela apparaît comme une nécessité, la Hongrie est un petit pays. On ne réalise pas encore les problèmes que cela pourra apporter. Ce n'est plus un problème qui oppose les différents partis.

L&L : L'économie hongroise est-elle autonome, ou se dirige-t-elle vers une dépendance envers l'Europe et les États-Unis ?

K.A. : Elle est très dépendante de l'extérieur. Ce qui y était produit (env. 90 %)

partait en Russie. La production actuelle est peu consommée à cause de la concurrence étrangère. Beaucoup d'entreprises ont été rachetées puis fermées. L'industrie date de la fin du XIX^e siècle, mais le socialisme a investi dans l'industrie lourde qui est en ruine aujourd'hui.

L&L : Contrairement à la Roumanie, la Hongrie est un pays industriel de longue date, de plus, la capitale rassemble environ 20 % de la population. Quels sont les rapports entretenus entre Budapest et le reste du pays ?

K.A. : Budapest rassemble l'essentiel de l'économie, de l'administration, c'est un nœud de communication. Les petites villes sont complètement dépendantes de Budapest, elle attire de plus en plus de monde. Il est difficile de vivre à la campagne. La Hongrie est un pays très centralisé.

L&L : Quelles sont les principales firmes étrangères présentes en Hongrie ?

K.A. : Elles sont allemandes, autrichiennes. Puis viennent les USA (grâce à une aide, une garantie américaine en faveur des investisseurs). En premier lieu, les infrastructures (eau, gaz, téléphone...) ont déjà été achetées, les prix augmentent très vite. L'État a vendu le patrimoine, parfois sans informer la population. Un aller/retour Budapest-Szeged par autaroute coûte aussi cher qu'un abonnement à l'année en Autriche) les routes nationales ont été remplacées par des autoroutes (sur les grands axes), le pays a été bradé. En troisième cycle, arrivent les Français, depuis quatre ans.

L&L : Quels sont les produits hongrois qui s'exportent le plus, vers quels pays ?

K.A. : Des produits alimentaires. La CEE ne laissant pas entrer certains produits, cela se fait vers l'Est. Mais les produits se vendent difficilement et rapportent peu, du fait du manque de créance des acheteurs.

L&L : Les Français se hissent-ils dans l'esprit des Hongrois comme de grands investisseurs ?

K.A. : Non. En général ils sont radins. Les salaires dans les sociétés françaises ne sont pas motivants contrairement aux autres sociétés. Certaines entreprises qui réussissent sont celles qui réinvestissent et s'intéressent à la mentalité et aux particularités du pays, celles qui ne cherchent pas à faire uniquement du profit.

L&L : Quelle a été l'évolution de la vie culturelle ces dix dernières années ?

K.A. : La Hongrie devient de plus en plus « commercialisée ». La culture devient chère. Ceux qui ont le plus d'argent ne sont pas ceux qui ont la plus grande sensibilité artistique. La Hongrie ne se protège pas de la culture amé-

ricaine de basse qualité. Les créateurs ne sont pas populaires et sont compris par une petite tranche, les gens ne sont pas éduqués dans le bon sens. Il était plus facile de vivre pour un artiste (malgré la censure) sous le socialisme.

L&L : Quels sont les écrivains, les musiciens hongrois que tu conseillerais ?

K.A. : Ady Endre. József Attila (poètes), la musique traditionnelle (Muzsikás) et aller visiter les bains thermaux...

L&L : Les mentalités (du point de vue de la convivialité) ont-elles changé ?

K.A. : Oui. La vie est devenue épuisante. On ne prend pas le temps de vivre. On vit au jour le jour. L'argent est au centre de la vie, et on a moins d'assurance sociale. On veut faire fortune au plus vite, on sacrifie sa vie pour l'argent, on se désintéresse des gens et de la culture. On cherche la quantité et non pas la qualité.

L&L : Quel rapport les Hongrois entretiennent-ils avec leur culture traditionnelle ?

K.A. : Cela les intéresse de moins en moins. On ne la protège pas. Les traditions s'oublient.

L&L : Y-a-il un problème de minorités en Hongrie ?

K.A. : Oui, avec les tsiganes. Ils ne s'intègrent pas et veulent rester en dehors de la société, le cercle est vicieux puisqu'ils sont les premières victimes et il n'y a pas de véritable politique en leur faveur. Ils commencent à s'organiser, et à faire part de leurs problèmes (ils ont un parti, des églises...) Les allemands, sont aidés par leur pays. Les autres communautés sont libres, mais il n'y a pas d'argent, cependant elles s'attachent de plus en plus à leurs traditions.

L&L : En 1996 la Hongrie a signé un traité avec la Roumanie, sensé stabiliser les relations entre les deux pays sur la question de la minorité magyare de Roumanie. Quelle a été à l'époque l'ampleur du débat en Hongrie ?

K.A. : La question transylvaine a beaucoup touché les gens, mais en ce moment on n'en parle pas autant, on veut préserver la paix. Mais il y a toujours des rumeurs...

L&L : Les Hongrois accordent-ils toujours une grande valeur affective à la Transylvanie ?

K.A. : Il y a eu une mode de retour à la tradition à la fin des années 80, un peu nostalgique et romantique. La Transylvanie représente aussi une partie préservée de la tradition.

L&L : En général, les Hongrois s'intéressent-ils à la politique ?

K.A. : Oui, mais de façon superficielle, ce qui touche les questions économiques.

L&L : La classe politique a-t-elle bonne réputation ?

K.A. : Non. De nombreuses blagues, des scandales circulent... On ne respecte pas les politiciens, les hongrois sont un peu déçus.

L&L : Les Hongrois sont-ils sensibles aux questions écologiques et environnementales ?

K.A. : Non. Leurs problèmes directs les préoccupent davantage. Ils sont plus attentifs au prix d'un produit.

L&L : Dans les sociétés, l'encadrement est-il majoritairement hongrois ?

K.A. : De plus en plus hongrois depuis environs 4 ans (y compris dans les entreprises étrangères). Avant il y avait plus d'étrangers. Les Hongrois sont moins chers et on peut trouver des professionnels compétents sur place. Il est plus difficile pour des étrangers de trouver du travail en Hongrie.

L&L : Les formations correspondent-elles à la demande actuelle, ou est-il encore nécessaire de se former à l'étranger ?

K.A. : Oui. La nouvelle génération est déjà sur le marché.

L&L : En rentrant en Hongrie, as-tu eu de la peine à trouver du travail ?

K.A. : Non pas tellement. Parce que j'avais un métier à la mode. Dans 3 ou 4 ans, des problèmes pourront se présenter pour moi. Il y aura plus de gens compétents, aujourd'hui il y a beaucoup de fluctuation, davantage d'offre.

L&L : Existe-t-il l'équivalent de l'Anpe et des Assedic ?

K.A. : Oui. Il faut être enregistré, chercher du travail, comme en France. Le chômage diminue de mois en mois très vite pour n'arriver à plus rien. Beaucoup de gens se retrouvent à la rue, en ville comme à la campagne. Il n'y a pas de réseau social, cela n'a pas été prévu avec les changements économiques. Cela ne s'est fait que longtemps après. Le chômage n'a été considéré que très tard.

L&L : Es-tu satisfaite de ton emploi ?

K.A. : Oui. Je gagne de l'argent. Par rapport aux autres je réussis, mais ma vie personnelle ne me donne pas satisfaction. Cela me donne l'impression d'être temporaire. Il n'est pas sûr que cela dure. L'avenir n'est pas prévisible. On ne peut pas faire de projets à long terme.

Propos recueillis par
Laurent Girard

Marée noire colère rouge

Le mazout de l'Erika a depuis longtemps quitté nos écrans. Cependant le traitement de la pollution n'est pas terminé et de nombreuses questions sont en suspens.

Tout d'abord on peut s'interroger sur l'efficacité des méthodes proposées par l'État pour solutionner le nettoyage. Les nappes de pétroles n'étaient pas encore arrivées sur les plages que l'événement servit de moyen de propulsion pour quelque député vendéen adepte du show médiatique (une couche de sable, une couche de fioul, un couche de Villiers). Par la suite ce sont quelques ministres qui en profitèrent pour se livrer à de nouvelles querelles (environnement et intérieur).

Alors que les moyens mis en œuvre mirent du temps à être coordonnés par une seule cellule de crise, les structures administratives étant des barrières difficiles à franchir, les populations concernées firent preuve d'un dynamisme exemplaire, aidées par des bénévoles venus de toute l'Europe. Les pollutions n'ont pas de frontières, la solidarité non plus, preuve, on le souhaiterait, d'une citoyenneté européenne qui s'exprime malgré la toute puissance des marchés.

Contrairement à ce que beaucoup affirmaient, depuis la catastrophe de l'Amoco Cadiz, un véritable travail a été fait pour prévenir ce genre d'événement. Mais le trafic n'a cessé d'augmenter, tandis que certains dérèglements commerciaux le réduisait à néant. La marée noire de l'Amoco ressurgissait elle-même, à mesure que l'on retrouvait ça et là dans des décharges sauvages, ses déchets oubliés depuis plus de vingt ans.

La Bretagne s'interroge aujourd'hui sur le devenir de sa saison touristique, comme si le loisir des autres était sa seule raison d'exister. Sa façade maritime permettrait cependant à la France de se hisser au premier rang pour le transport par voie de mer, de peser ainsi sur

le commerce mondial et ses réglementations, si une réelle politique existait dans ce sens.

Ce genre d'accident n'est pas une fatalité. Il est la conséquence non pas de la « mondialisation », mais de la dilution des responsabilités jusqu'à leur disparition totale, dans une société où l'argent n'est plus au service de l'humain mais son dieu et maître.

Que Perké soit avec vous!

Conte mari.

CONTRAIREMENT à ce que l'on peut s'imaginer, sur les rives de la Volga, le plus grand fleuve d'Europe, ne vivent pas que des Russes. Le long de son cours se sont fixées, depuis des siècles, des populations différentes. Les Mari, qui habitent le bassin de la Volga, entre Nijni-Novgorod et Kazan, en font partie

En pensant à la récolte, un Mari dit : « Qu'il serait bien qu'aujourd'hui Perké soit avec nous... »

Quand quelqu'un passe chez son voisin et le surprend à l'heure du repas, il salue alors le maître du logis par ces mots : « Que Perké soit avec vous! »

Depuis longtemps le peuple croit que Perké ne visite que le maître de logis hospitalier et travailleur.

On raconte qu'autrefois dans un village vivait un riche Mari du nom de Saran. Il était très avare et ladre. Chez lui les greniers et les caves croumaient de denrées; dans la grange demeuraient des miches de pain non rompues. Ainsi longtemps demeuraient-elles, au point que les bolets avaient le temps d'y grandir.

Mais personne ne se souvenait que Saran avait une fois partagé le pain avec quelqu'un. Il arrivait que Saran déjeunait et qu'à ce moment passait chez lui un voisin. Le richard entendait un grincement des portes et, vite, cachait toute la nourriture : un morceau dans le poêle, un autre dans le coin, et en une minute sur la table ne restait qu'à peine quelques miettes. Le voisin était dans l'izba et Saran lui disait, en soufflant :

— Och, tu n'est pas passé à temps mon bon voisin. Tu es un peu en retard, nous venons juste de déjeuner et de laver la chaudière... En fait, je ne sais que t'offrir...

Mais le voisin connaissait depuis longtemps l'avarice de Saran et il agitait seulement la main :

— Ne t'en fait pas, mon vieux Saran, j'en ai la gorge rassasiée, j'ai déjeuné si copieusement qu'il se pourrait bien que je ne veuille plus manger de la semaine.

— Bon d'accord, disait Saran, je voudrais pourtant bien t'offrir quelque chose...

Le voisin s'en allait, Saran à nouveau sortait la nourriture sur la table.

Saran ne travaillait pas lui-même au champ. Pour lui, nuit et jour, travaillaient les valets de ferme... Mais Saran les nourrissait à les affamer : il donnait un morceau de pain rassis et là-dessus rajoutait encore :

— Tous des parasites, ils me dévorent moi-même... Qu'il serait bien s'il ne fallait nourrir personne...

Perké, le dieu de l'aisance entendit parler de Saran.

Et une fois, par une chaude journée d'été, à l'izba de Saran, frappa un vieux gueux. Saran justement déjeunait à ce moment là.

Le gueux était vieux, faible. La femme de Saran eut pitié de lui et, quand son mari était retourné, elle lui donna en cachette une croûte de pain.

Mais Saran surveillait quand même : comme un milan il fondit sur le vieux et lui arracha la croûte des mains. :

— Il faut donner à tout le monde! Allons plutôt nous-même de par le monde! Au lieu des vagabonds, mieux vaut nourrir ses cochons!

Le vieux regarda le richard et demanda :

— Veux-tu que je fasse de sorte que jamais personne ne te demande du pain?

Saran se réjouit :

— Je le veux! Je le veux! Je crois bien qu'il est dommage de toujours donner son pain aux gens.

— Prends ton arc et une flèche, sort dans la cour et tire la flèche du côté de ta grange, dit le vieux, si tu fais ainsi, alors plus jamais personne ne viendra te réclamer.

Saran empoigna l'arc et la flèche et, oubliant même de remettre son bonnet, il bondit dans la cour. Il tira la corde et décocha la flèche en direction de la grange où, comme dans l'izba, s'entassaient des miches de pain non rompu. La flèche tomba au milieu de la grange et au même moment toutes les miches s'enflèrent en un chaud brasier.

Et le vieux gueux dit :

— Maintenant ton désir est accompli, âme avare. Plus personne ne passera chez toi te demander du pain. C'est moi Perké qui te le dis. Ainsi parla le vieux et il disparut, comme s'il était entré sous terre.

Il comprit alors, le ladre Saran, qu'il avait offensé Perké lui-même, qui donne aisance aux gens travailleurs et hospitaliers. Flambèrent de fond en comble et la grange et les miches. Personne parmi les villageois ne courut éteindre l'incendie. Et brûla aussi la maison de Saran et la cour. L'avare Saran demeura un gueux; il est maintenant lui-même parti de par le monde demander son pain aux gens.

Aujourd'hui plus personne ne croit au vieux Perké; le mot « perké » signifie maintenant tout simplement « récolte », « abondance ».

Traduit du russe par
Didier Schein

L'UN [EST] L'AUTRE
revue périodique
éditée par l'association
ESTEUR'OP.

Directeur de la publication :
Laurent GIRARD,
13, rue de Léon
F-35000 Rennes
Tél : (33).(0)2.99.65.40.18

E-mail :
laurent.jfp.girard@wanadoo.fr
Comité de rédaction :
Didier SCHEIN, Laurent GIRARD,
Bogdan ŞTEFAN, Olivier JAKOBOWSKI,

Ont participé à ce numéro :
Enzo CLÉMOT, Yannick CHAMPAIN

Mise en page et impression
par nos soins
ISSN 1281-3451

Imprimé à 300 exemplaires.

Prix de vente au numéro :
20 F (3 euro).

Site Internet en préparation



Sommaire

Page 2
Éditorial
Page 3
La théologie de la libération
Page 9
Réveil politique en Bretagne
Page 11
L'étrange consensus de V. Putin
Page 13
Regard sur la Hongrie
Page 5
Marée noire, colère rouge